

Le chômage des plus de 50 ans

Intérêts principaux de l'autosaisine

- Les regards, implications, propositions, innovations des citoyens sur ce sujet sociétal majeur
- Les réflexions partagées sur : les causes du chômage des séniors, les nouvelles modalités de travail, les données chiffrées sur la Région et les territoires
- La mise en commun des expériences réussies des structures ou associations locales : Créer du lien, les rendre plus lisibles et visibles, essayer
- Les analyses des liens entre chômage et besoins de formations : impacts sur les politiques publiques de formation mais également sociales / Conseil Régional, collectivités, Etat, Entreprises...
- Quelles politiques de prévention mettre en place ?

Données territoriales disponibles

Etudes, etc

- Données de pôle emploi dont données genrées
- Données et études sociologiques sur les mobilités : territoriales, de métiers, psychologiques
- Recenser les initiatives sur les territoires en Région Nouvelle Aquitaine

Cas pratiques

- Partir des ressources humaines des CDD : s'appuyer sur les expériences des membres : vécus personnels, intérêt sur ce sujet sociétal, expertise

Interlocuteurs potentiels

- Pôle emploi
- APEC
- Espace Economie Emploi-/ Dordogne
- Solidarité nouvelle pour le chômage
- Centre Inter-consulaire pour le perfectionnement et l'enseignement/Charente Maritime
- Forces Femmes
- EGEE
- Structures d'insertion
- Association Européenne de Coaching
- Réseau des chambres consulaires
-

Les innovations en termes de mobilité et déplacements

Intérêts principaux de l'autosaisine

- Travailler sur la **mobilité inclusive** : accès à des solutions de mobilité pour tous les publics et sur tous les territoires
- Penser les mobilités à **différentes échelles territoriales** : à l'intérieur de chacun des EPCI (renforcer sa cohésion et la construction d'une identité territoriale), entre ces EPCI et l'extérieur (inter-territorialité, liens entre territoires ruraux et urbains, entre pôles urbains et métropole...)
- Innover dans le sens du **développement durable** : des déplacements à éviter (numérique, télétravail...), d'autres à modifier (nouvelles technologies et énergies, changements de pratiques et de mentalités des usagers)
- Une question centrale de **gouvernance** : prise en compte du sujet « éclatée » entre différents acteurs, pas de transversalité ni d'interlocuteur unique. Importance de passer d'une réflexion sur les modes de transport à une réflexion sur les pratiques de mobilité.
- Enjeu de **décloisonner** les politiques publiques : la mobilité renvoie à la santé, l'environnement, l'aménagement du territoire, au modèle de développement économique... Ne plus penser en silos !
- Enfin, importance de se placer dans une **démarche prospective** : imaginer ce que seront nos mobilités dans 10-15 ans...

Données territoriales disponibles

Etudes, etc

- Schéma déplacements doux dans le cadre du Contrat de ruralité
- Plan global de déplacement des agglomérations
- Missions publiques – Ateliers citoyens sur le véhicule autonome
- Accompagnement des élus pour la réouverture de gares et haltes TER (système multimodal axe Nantes-La Rochelle, Niort-La Rochelle)
- Utilité du SRADDET

Cas pratiques

- Accord Métropole-intercommunalités
- InterSCOT girondins
- Manifeste des mobilités
- Mise à disposition de vélos à assistance électrique pendant 15 jours
- Mise à disposition de voitures avec chauffeurs gratuites pour des déplacements pratiques (centre-ville, centres de santé, centres commerciaux)
- Gratuité des déplacements (Niort, Libourne)
- Redécouverte des voies navigables : rivières, fleuves, canaux
- Réhabiliter la marche à pied
- Expérimentation sur le véhicule autonome (La Rochelle – projet européen)
- Favoriser les nouvelles énergies
- Réhabilitation de chemin de fer en vallée d'Aspe, sans résoudre le problème du passage de camions par la route (Région)
- Conduite des personnes âgées au marché par un bus communal
- Réseau pouce (auto-stop organisé)
- Transport solidaire

Interlocuteurs potentiels

- Autorités organisatrices de transport
- Région
- DREAL
- Elus (présidents des EPCI, vice-présidents)
- INSEE
- ADEME
- Dispositif Cœur de ville
- Entreprises
- Associations

Relations rural /urbain

Intérêts principaux de l'autosaisine

« On est toujours le rural... ou l'urbain de quelqu'un »

Le sujet fait l'objet de tensions politiques quant au devenir du monde rural et notamment des petites villes et bourgs dont les centres sont en perte de vitesse ; un phénomène que l'on trouve dans des villes plus importantes avec les conséquences du suréquipement commercial en périphérie.

- la relation rural/urbain s'exprime à **plusieurs échelles** :
 - o agglomération et hors agglomération
 - o côtes et territoires intérieurs
 - o villes/campagnes
- les relations rural/urbain sont importantes car **elles impactent un ensemble de besoins centraux**
 - o la santé (diminution des praticiens en milieu rural, souhait des nouveaux praticiens d'une base en CHU avec un complément en libéral redessinant une offre via CHU)
 - o l'alimentation (décision d'une plus grande autosuffisance alimentaire des agglomérations alors que la capacité de répondre à cette demande est hors aggro)
 - o le logement (augmentation des prix de l'immobilier)
 - o le développement économique (concentration sur les métropoles, modèle de périurbanisation pour les agglomérations au détriment du tissu de centre-ville)
 - o la consommation dont les modes évoluent beaucoup (entre développement du drive et du commerce périphérique, et la recherche d'authenticité et de produits locaux)
 - o les mobilités
 - o les services (accès aux services publics et privés, éducation, culture...)
- la démarche nécessite plusieurs approches :
 - o penser à long terme (au-delà des mandats politiques) pour imaginer des transformations de moyen/long terme, tenir compte de l'évolution des modes de vie qui peuvent rendre obsolètes des solutions. Ex : projets d'infrastructures démesurées par rapport à de nouvelles pratiques (livraison à domicile, covoiturage)
 - o **Raisonner en termes de ressource plutôt que de problème.** On note une dynamique d'invention du côté des territoires ruraux là où les agglomérations semblent se refermer sur leurs contraintes : il faut décrire ces initiatives.
- **Le travail à mener :**
 - o Partir de la perception des acteurs, et mettre en valeur une identité qui permet de saisir des opportunités. les territoires ruraux pourraient communiquer sur leur identité de manière complémentaire afin de montrer qu'il n'y a pas que les grandes villes en NA qui peuvent attirer de nouveaux arrivants
 - o Identifier toutes les innovations dont sont porteurs les territoires ruraux pour répondre des problèmes locaux.
 - o Imaginer les nouvelles coopérations à construire entre territoires ruraux et urbains, prenant en compte toutes les échelles (en dessous, au-dessus, entre EPCI, etc.)
 - o Bâtir un projet de territoire régional vu par les citoyens qui articule autrement la relation rural/urbain, et propose de réinvestir dans des territoires ruraux.

Données territoriales disponibles

Etudes, etc

Cas pratiques

Interlocuteurs potentiels

Autosaisine **VIEILLISSEMENT**

Compte-rendu des ateliers de Cognac

Le contexte

Fin 2017 la crise dans les EHPAD (manque de places, surmenage des personnels, mainmise du privé...) a mis au cœur de l'actualité la question de la prise en charge du vieillissement. Ces EHPAD connaissent de fortes difficultés avec l'accélération du vieillissement de la population (et de la dépendance) : augmentation des coûts, stagnation des financements publics, marchandisation des maisons de retraite comme placement immobilier.. Mais les EHPAD ne sont qu'une des solutions dans l'offre d'accompagnement et leur image n'est pas toujours positive car elles sont associées à la perte d'autonomie, d'un vieillissement subi...

Le regard des Codev

Réunis à Cognac, les Conseils de développement ont considéré ont convenu que le sujet porte plus globalement sur **l'accompagnement du vieillissement**, comme sujet majeur de société qui concerne tous les territoires et tous les habitants :

- quelle place accorde-t-on à nos aînés ? Comment les accompagne-t-on ?
- Comment notre société recrée du lien avec ses aînés vis-à-vis desquels nous sommes éloignés ?
- Comment notre société prend en charge le vieillissement, l'anticipe, et l'investit de manière plus innovante ?
- Comment donner place à d'autres solutions qui répondent à de nouvelles attentes des personnes âgées et de leurs familles, au-delà de l'offre classique (publique ou privée).

Deux groupes de 8/10 personnes ont échangé durant 1h. Ces tours de tables ont permis tout d'abord d'identifier des situations concrètes sur les difficultés rencontrées dans l'accompagnement des proches. Exemple : un parent qui devient soudain dépendant, le parcours du combattant pour comprendre les aides et l'accès possible à telle ou telle structure, l'équation économique difficile (vendre le patrimoine pour payer sa place dans une maison de retraite ?)...

Par ailleurs, les échanges ont également permis de rendre compte d'autres pratiques et alternatives possibles : l'implication de familles et bénévoles dans une maison de retraite, la création de micro unités au cœur de villages, les colocations entre personnes âgées, les familles d'accueil, etc. D'autres formes qui répondent à un besoin de lien social et qui invite à d'autres modèles économiques.

Pour répondre à ce lien social, l'accueil de lieux pour personnes âgées interpellent les échanges avec les autres générations, les activités communes (sociales, culturelles, transports), etc.

Bref une question d'aménagement du territoire, de vivre ensemble : comment vieillit-on en ville et en milieu rural ? C'est enjeu pour les territoires ruraux qui peuvent relancer des bourgs ruraux à travers des démarches intégrées créatrices de toute une vie sociale et économique.

Ainsi, l'avenir reposera tant sur une interrogation de l'action publique que sur la capacité de la société civile à faire émerger les solutions de demain, adaptées à une société plus inclusive de nos aînés.

La plus-value des Codev sur ce sujet

Les conseils de développement apportent des connaissances concrètes issues des expériences personnelles et citoyennes des membres et ont la capacité de réaliser un inventaire à la fois des problèmes rencontrés et des solutions trouvées. En partageant leurs réseaux d'expert.e.s bénévoles ou professionnel.le.s, les conseils pourraient rapidement composer un corpus important. Ce serait une occasion de montrer comment on vieillit en Nouvelle-Aquitaine, quels en sont les enjeux, et d'interpeller très largement les acteurs régionaux.

Le travail proposé

Il a été convenu de mener un travail en plusieurs étapes :

1) Un inventaire des difficultés concrètes rencontrées par les habitants dans l'accompagnement de leurs proches

→ Chaque conseil de développement pourrait facilement réaliser **une dizaine de portraits**, Il s'agit de raconter ce qui se vit concrètement pour illustrer la problématique : souffrances vécues, réalités économiques, aberrations du système...

(Ex. de verbatim à Cognac « Il y a ceux qui peuvent payer et ceux qui ne peuvent pas », « Les prix varient du simple au triple suivant le lieu... », « c'est un véritable parcours du combattant, auquel on est pas prêt », « chacun doit se débrouiller et bricoler... comprendre les conditions de prise en charge... »)

2) Un inventaire des solutions et projets remarquables apportant d'autres alternatives

→ Chaque Conseil de développement est en capacité de repérer sur son territoire **3 ou 4 expériences** intéressantes et d'en faire une présentation de fiche-projet.

3) Apporter une vision prospective et sociétale, sur la place des plus âgés dans notre société, dans nos villes et villages sur la question de l'accompagnement au vieillissement, la dépendance, la revalorisation de l'implication citoyenne, de la place des familles, du bénévolat...

→ Croiser nos réflexions d'autres études qualitatives et quantitatives afin de mettre en perspective les questions d'avenir ; des échanges avec des anthropologues, philosophes du *care* et sociologues spécialistes du vieillissement ainsi que les aménageurs.euses et urbanistes qui se sont intéressé.e.s à ces questions

4) Préconiser des actions en matière de politique publique

Exemples : non fermeture des Ehpad publics, approches globales (santé, social, culture, mobilité...) soutenir les initiatives, faciliter des guichets unique, nouvelles articulations entre public, privé, associatif, bénévolat...etc.